L'ÉBRANLEMENT D'ISRAËL

SHMUEL TRIGANO

L'ÉBRANLEMENT D'ISRAËL

PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE JUIVE

ÉDITIONS DU SEUIL
*27, rue Jacob, Paris VI^e^*

ISBN 2-02-052401-5

© ÉDITIONS DU SEUIL, AVRIL 2002

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Vous serez des étrangers – habitants avec Moi.

Lv 25,23.

Il n'y a pas tant de différence entre l'antisémite et le démocrate. Celui-là veut [...] détruire [le Juif] comme homme pour ne laisser subsister en lui que le Juif, le paria, l'intouchable ; celui-ci veut le détruire comme Juif pour ne conserver en lui que l'homme, le sujet abstrait et universel des droits de l'homme et du citoyen.

Jean-Paul Sartre,
Réflexions sur la question juive.

Politique d'abord !

Le lecteur découvrira dans ce livre deux versants de tonalité fort différente. Cette curiosité est à l'image du cheminement intellectuel et politique auquel il fait écho. Depuis le milieu des années 1970, l'auteur n'a pas cessé d'analyser, au besoin de critiquer, les évolutions de la vie juive et de la politique israélienne. Le sionisme représente à ses yeux un moment capital du destin et de la continuité de l'homme juif et, en même temps, limité parce qu'il ouvre sur une époque encore inédite, comme s'il était le tremplin d'une immense espérance qu'il ne peut satisfaire à lui seul...

Sur le plan du conflit israélo-arabe, l'auteur a cru en la paix et dans le dialogue avec l'autre, en des temps où cela n'allait pas de soi. Il a pris part aux premières rencontres israélo-palestiniennes (notamment le Symposium de *New Outlook* de Washington, en 1979). Il a contribué d'un long article au numéro pionnier des *Temps Modernes*[1], « La paix maintenant ? ». Il a soutenu silencieusement le processus d'Oslo, malgré sa perplexité. Que n'a pas fait le monde juif pour encourager la paix ?

La deuxième intifada a ébranlé durablement cette disposition. Aujourd'hui, alors que le peuple juif se voit confronté à une dénégation de sa dignité historique sur la scène internationale, il lui apparaît clairement que les artisans de la paix ont trop eu tendance à négliger ses intérêts légitimes, la dimension *politique*

1. « Lieu. Projet pour une problématique juive de la paix », *La paix maintenant ? Colloque israélo-palestinien. Opinions, documents*, in *Les Temps Modernes*, n° 398, septembre 1979, p. 534-571.

de son existence. Pour avoir trop épousé la cause de l'autre camp et pas assez la leur, ils ont couru le risque de laisser accroire qu'ils avaient renoncé à eux-mêmes, au point de se retrouver dupes de leur bonne foi. C'est la leçon que les esprits sensés ont tirée du tournant de l'année 2000-2001, à l'écoute des discours du monde arabe et de l'Occident.

« Politique après ! » s'exclamait Levinas dans la même livraison des *Temps Modernes*. C'est le contraire que l'auteur veut marteler aujourd'hui. « Politique d'abord ! » La paix ne se fera pas dans la renonciation à soi-même du peuple juif. On ne peut plus attendre de lui qu'il se sacrifie à nouveau sur l'autel des vœux pieux d'une vie internationale hypocrite.

Cependant, et c'est le second versant de ce livre, l'assomption de cette dimension fondamentale ne peut pas être la finalité absolue de l'existence juive, portée par un appel, une vocation, une réalité concrète à portée universelle. Preuve est donnée par l'étrange effervescence planétaire autour d'un État de cinq millions d'Israéliens, d'un peuple de treize millions de personnes, d'un lambeau de terre de 20 000 km^2.

La crise contemporaine ne remet pas seulement en cause le rapport du monde à Israël, elle questionne fondamentalement le rapport des Juifs à eux-mêmes et donc aux autres. Les prises de position incendiaires de publicistes juifs contre leur propre appartenance en témoignent amplement. Il faut comprendre ce qui se trame là, à la fois de douloureux et de significatif d'une crise plus profonde, au plan même du projet historique de la modernité juive. C'est là que se situe le nœud de la question juive. C'est l'objectif du second versant de ce livre que de penser comment l'« après » de la politique pourrait s'inscrire dans le « politique d'abord ! ».

Un double vertige

Un sentiment très fort s'est emparé des Juifs depuis les troubles consécutifs à la deuxième intifada des années 2000-2001. Ils ne sont pas près de l'oublier, quel que soit l'avenir de cette région tourmentée par un conflit unique en son genre. Tout un pan inconscient de leur condition contemporaine s'est dévoilé à cette occasion, en leur intimant la révision déchirante de beaucoup d'idées reçues et de certitudes acquises. De ce point de vue là, c'est un tournant historique qui s'est produit, dont on commence à peine à percevoir l'impact.

C'est la réalité physique autant qu'humaine de l'existence juive contemporaine qui a en effet vacillé, symboliquement – c'est un fait –, mais pas encore totalement en pratique – c'est un espoir et une des raisons qui expliquent ce livre et pourquoi il y a encore quelque chose à dire et à faire. Le décor d'une tragédie est néanmoins planté, le scénario est écrit, il n'y manque plus que les acteurs qui les mettent en œuvre.

L'État d'Israël est perçu par la majorité des Juifs comme la clef de voûte de leur sécurité et de leur dignité. Ce n'est pas un sentiment excessif. Après la destruction massive du judaïsme européen dans la Shoa et la disparition des foyers millénaires du monde sépharade, ils ont vu en lui l'axe symbolique de la continuité juive, l'abri réel où ils pouvaient éventuellement se réfugier, le facteur de la dignité retrouvée des parias qu'ils étaient aux yeux de l'humanité. Pour la première fois depuis vingt siècles, ils y ont fait l'expérience qu'ils pouvaient changer leur histoire dans le sens de la libération. Une des découvertes les plus bouleversantes qu'ils ont faites durant ce siècle est en

effet l'incapacité de la citoyenneté démocratique à les protéger contre l'adversité.

Or, ce que les événements de l'hiver 2000-2001 leur ont montré, c'est que ce bastion de confiance et d'honneur, Israël, était éminemment fragile. La trahison palestinienne de l'esprit du processus d'Oslo a rendu la menace sur son existence omniprésente, non maîtrisable, insinuée dans les moindres recoins d'une société ouverte, du fait du mélange des populations et de la disparité numérique entre Juifs et Arabes, au point de lui imposer sa loi, son rythme d'existence, sans tanks ni avions. Un fait plus grave est aussi apparu : le peuple israélien lui-même souffrait d'une anémie qui le minait. Durant ces jours où Ehud Barak pratiquait une politique d'« apaisement » à la Chamberlain, le sommet de l'État a semblé terriblement déserté : les ultimatums se multipliaient sans jamais être mis à exécution tandis que la base craquait de tous côtés, ravagée par des dissensions internes qui donnaient voix à une légion d'Israéliens clamant leur désir de rompre avec l'histoire et le peuple juifs.

Les Arabes avaient quelque raison de penser, comme le mufti de la mosquée d'El Aksa, que la société israélienne était sur le point de s'effondrer et qu'il fallait lui porter l'estocade finale. C'est ce qu'ils avaient cru comprendre dans le retrait unilatéral d'Israël du Sud-Liban. Cependant, il y avait plus que les faits : les attitudes et le regard des autres, la réception par le monde de ces événements. C'est dans la lumière glaciale de ce regard que les Juifs ont vu s'ouvrir sous leurs pieds un abîme sans fond. On analysera dans l'avenir l'étrange système de désinformation qui s'est mis en place à cette occasion. Plus que de l'interprétation erratique des événements par le discours dominant, c'est du regard, déséquilibré, malintentionné, porté spontanément et massivement sur eux qu'il s'agit. L'excès, la mauvaise foi systématique, la manipulation rhétorique, la considération sélective des circonstances sont en cause. Quoi que l'on puisse penser de la politique israélienne, ou de quelque pays que ce soit, la critique n'est légitime et recevable que lorsqu'elle dissocie l'acte condamné de l'être qui l'a accompli. Or, dans le cas présent, l'être semble avoir été emporté avec l'acte stigma-

tisé, comme nous le démontrerons. Et de quel acte s'agit-il ? C'est là aussi la question, car Israël ne peut être seul sur la sellette de l'accusé. L'incroyable refus par les Palestiniens des propositions, pourtant défaitistes, de Barak a jeté une ombre ténébreuse sur le désir de paix des Arabes. La résurrection du « droit au retour » des « réfugiés » est le signe d'une dénégation fondamentale du droit légitime et légal d'exister d'Israël, fondé sur l'évidence de son histoire et les dispositifs du droit international.

Les Juifs ont ressenti très profondément que le monde était à nouveau prêt à les abandonner à l'adversité, à assister, impassible, à une autre catastrophe, soixante ans après les avoir abandonnés à la furie nazie. Aujourd'hui, désormais, ils savent qu'une tragédie de ce type-là est encore possible. Et cela change tout du regard qu'ils peuvent porter sur l'existence et leurs contemporains. La certitude que la mémoire de l'irréparable était entrée dans les consciences s'est érodée, si proche de toutes ces « repentances » qui se sont multipliées un peu partout. Il semble, bien au contraire, que plus ces cérémonies de la mémoire se sont propagées, plus la propension à stigmatiser les Juifs s'est approfondie, comme si le sentiment de responsabilité ou de culpabilité avait été assigné à tous ces monuments inertes, inaugurés en grande pompe, tandis que se voyait libérée la capacité d'exclure à nouveau les Juifs en toute « moralité ». Que la conscience collective soit capable d'une telle désertion malgré la leçon de l'histoire ne peut que conduire à miner la confiance que l'on peut placer en elle.

Une inquiétude terrible a ainsi submergé la conscience juive, qui s'apparente au sentiment que l'on peut ressentir quand on est l'objet d'une trahison. Le mot est très fort. Ce sentiment émerge toujours dans la conscience sous le coup d'une stupéfaction : on découvre alors qu'un pan de la réalité nous était caché par notre interlocuteur le plus proche. Un aspect obscur de sa personnalité se dévoile, une seconde nature qui travaillait souterrainement le rapport confiant et direct que nous croyions entretenir avec lui. Cette strate obscure transparaît alors à travers le visage de composition que l'on connaissait pour se manifester dans sa nudité.

Le rapport avec le monde que les Juifs ont restauré après guerre – et qui était la condition de leur retour dans l'humanité au sortir de l'enfer et de la déréliction – s'en trouve aujourd'hui tout ébranlé [1]. Leur condition paria, en butte à l'hostilité de tous, avec tous ses stigmates, pourrait donc se reconstituer d'un coup de baguette magique, malgré ce qui s'est passé ! Tel est le message subliminal qui se dégage des événements de l'année 2000-2001 et qui a déchiré en un éclair la conscience juive.

Le sentiment de trahison ne naît pas seulement à l'égard de l'Occident qui semble dénier la légitimité d'Israël, dans la critique « démocratique » de sa politique. Il découle également de la volte-face des Palestiniens au sein du processus d'Oslo qui, du coup, rétrospectivement, pourrait n'avoir été à leurs yeux qu'une terrible ruse tactique pour tromper la vigilance d'Israël afin de mieux le frapper au moment propice : une fois introduits dans une place inexpugnable. C'est ce que disait déjà Yasser Arafat, le 10 mai 1994, à Johannesburg, en Afrique du Sud, juste après avoir signé ces accords, et que le narcissisme des négociateurs israéliens avait négligé de prendre en considération. Son objectif, en signant les accords d'Oslo, y déclarait-il, était « le *djihad* [...] en vue de libérer Al Kods », comparant ces accords à la ruse de Hudaibya, la trêve conclue par le prophète Mahomet avec des tribus de La Mecque, alors qu'il était en position de faiblesse, et qu'il brisa dès qu'il devint plus fort. La trahison s'éprouve aussi au sein même d'Israël : la diplomatie secrète menée par Ehud Barak et son entourage, mais aussi, déjà, celle qu'avait menée Itzhak Rabin, ont éveillé le soupçon d'une partie du peuple juif à l'égard du camp idéologique rival, accusé de l'avoir trahi.

Les Juifs se tenaient au-dessus d'un abîme et ils ne le savaient pas. Ils croyaient que l'État juif avait changé quelque chose dans leur condition paria et ils la réexpérimentent, comme si elle était restée intacte, même si c'était dans des habits de luxe. Puissants et parias. Reconnus comme exclus. Et, du coup, s'impose à eux l'idée que leur condition serait bien pire s'ils n'avaient pas

1. Cf. l'annexe « Excursus français », qui analyse ce point-là sur le plan français.

derrière eux le symbole de l'État d'Israël. Dans quel abandon international seraient-ils jetés ! Ce cauchemar ne peut même pas être pensé. Déjà avec Israël, en lequel ils voyaient le garant le plus sûr de leur continuité et du retour dans le sein de l'humanité, c'est l'expérience de l'exclusion qui se voit reconduite ! Qu'en serait-il s'il venait à disparaître ? C'est cette éventualité qui, parmi tous ces événements, a clignoté une fois pour toutes et pour longtemps dans un ébranlement intérieur qui ne cesse pas.

Deux béances se sont ouvertes sous eux : dans leur rapport au monde et aux hommes et dans leur rapport à eux-mêmes. Un double vertige. C'est ce sentiment, vilipendé de toutes parts, assimilé à de l'hystérie, que nous nous proposons de reconnaître et d'analyser à travers les notions qu'il charrie et qui, le plus souvent, se contredisent en une bataille chaotique. Cet effort passe par une restauration du récit de l'histoire et de la réalité. C'est effectivement dans une narration erronée des faits que s'enracine avant tout l'exclusion d'Israël à l'œuvre de toutes parts. Toutes les procédures mentales et rhétoriques qui servent cette finalité sont gouvernées en profondeur par un seul principe : l'impasse sur la condition des Juifs comme sujets de l'histoire légitimes et libres, une condition que nous définissons comme celle de « peuple juif », car il n'est de présence dans l'histoire d'une humanité composée de peuples que pour un peuple. Comme on le verra, c'est ce peuple qui a toujours été en jeu dans le destin de parias des Juifs. Nous y avons identifié le critère de notre analyse.

Mais il est aussi une autre notion qu'il faut clarifier, celle de paria, en retournant la perspective et en se demandant ce qui, dans l'être juif, pourrait favoriser cette mise à part, du moins prêter le flanc à la fois à l'exclusion et à cette si pathétique dénégation de soi de nombreux Juifs. L'hiver 2000-2001 nous a donné en effet à voir amplement ce spectacle pitoyable. Derrière la condition du paria se profile, c'est notre thèse, une condition inhérente à l'identité juive que nous abordons par le biais de la notion d'« étrangeté », une notion à travers laquelle nous faisons allusion à beaucoup de dimensions complexes de l'être juif qui conjuguerait paradoxalement l'étrangeté au monde

et la résidence pleine et entière en son sein. Il y a là, à notre sens, l'axe de la condition juive, à la source d'un certain type de rapports réciproques du monde et du peuple juif, selon qu'elle est assumée activement ou refoulée.

Le drame des Juifs serait le drame de l'étrangeté dans le monde de l'enracinement. C'est dans cette lumière que ce livre tente un réexamen de la situation historique présente en ouvrant l'horizon à l'invention d'une *politique de l'étrangeté*. Une tout autre philosophie de l'histoire juive devient alors possible.

PREMIÈRE PARTIE

LE SCANDALE

1

Le refus du peuple juif

La deuxième intifada a vu la naissance d'un nouveau type de guerre, une guerre dans laquelle la moralité devient une arme plus puissante que les canons. De tout temps, le caractère moral et donc « pro-humain » de la guerre a été invoqué par les belligérants, mais toujours comme un accompagnement rhétorique de leur combat armé, une sorte de justification idéologique de leur agression ou de leur autodéfense. Tout en invoquant la morale, ils reconnaissaient la violence exercée dans le combat. C'est comme si l'homme éprouvait le besoin de « justifier » ses actes en invoquant le bien alors même qu'il se livre à un acte violent et nécessairement meurtrier. Le bien reste irréductible pour la conscience humaine, même plongée dans le mal. Avec cette phase du conflit israélo-arabe, cependant, les Palestiniens ont franchi un seuil : les hommes y sont devenus eux-mêmes, dans leur corps et leur âme, les armes, les projectiles qu'on lance sur l'ennemi. L'humanité de l'homme y est devenue l'arène et l'instrument du combat.

La déshumanisation d'Israël : l'enfant-martyr

Le phénomène le plus marquant de la première année de la guérilla palestinienne fut sans aucun doute, de ce point de vue, l'utilisation des enfants dans le combat de rues. C'était une invention, en effet. Jusqu'alors, on connaissait les enfants-

soldats, enrôlés de force dans les conflits endémiques de l'Afrique, mais ces enfants portaient des armes et commettaient des atrocités. On n'avait jamais vu de bataillons d'enfants aux mains nues défier et affronter avec des pierres des soldats armés de façon sophistiquée. C'est ce que les caméras du monde entier ont avant tout immortalisé, construisant ainsi la scène absolue de ce conflit. Ses coulisses ont été escamotées, car, derrière ces murs d'innocents manipulés, se pressaient en effet de véritables armadas. Tous les observateurs savent que, protégés par les enfants, se tenaient à l'arrière des « policiers » armés, tirant sur les soldats israéliens et, plus en amont, tout un système d'éducation (financé par l'Europe unie !) endoctrinant une génération entière en vue du sacrifice et de la mort – et pas du kamikaze, comme on l'a dit. Dans la guerre américano-japonaise qui a vu naître sa version contemporaine, le « kamikaze » a toujours visé en effet des objectifs militaires et non civils, alors que le but immédiat du kamikaze islamique, et en l'occurrence palestinien, est au contraire de tuer le maximum d'êtres humains...

La figure du kamikaze n'est cependant que le revers de celle de l'enfant voué à la mort. Peut-être est-ce par le biais de l'« innocence » propre à l'enfance que l'on peut comprendre cet alliage contre nature qui associe l'enfant à la mort ? Le but ultime du kamikaze islamique consiste en effet à accéder au paradis, à bénéficier à nouveau de l'innocence originelle à travers la purification qu'est censée apporter la mort : à redevenir un enfant, protégé des miasmes de la vie adulte. L'enfance se voit alors dans cette perspective vouée à un martyre bénéfique. « Nous devons éduquer nos enfants dans l'amour du *djihad* et du combat pour la gloire d'Allah », proclame le mufti de Gaza, le Sheikh Ibrahim Al Mahdi [1]. « Plus jeune est le martyr, plus je l'estime et le respecte. Les mères sacrifient leur rejeton par amour de la liberté. C'est une grandiose manifestation de la puissance de la foi », surenchérit le mufti de Jérusalem, Ikrama Sabri. Les interviews traumatisants où l'on voit des mères pales-

1. Sermon du vendredi, prononcé à la mosquée du Sheikh Ijlin de Gaza et retransmis en direct par la télévision palestinienne le 6 juin 2001.

tiniennes se féliciter du suicide ou de la mort de leur fils accréditent cette vision des choses.

La figure de proue de ce dispositif militaire s'imposa universellement avec la scène de l'agonie du petit Mohamed, mort à Gaza dans un échange de tirs. Le sort médiatique et politique d'Israël se décida avec cette prise de vues [1] qui a fait la une des journaux et des télévisions de toute la planète, au point de devenir le symbole de la cause palestinienne. C'est l'étincelle qui enflamma les masses arabes et retourna l'opinion publique occidentale contre Israël, voire le peuple juif dans son ensemble, convaincu d'inhumanité. Quelque chose de fondamental a été touché alors dans la conscience collective.

La flambée de violence qui frappa dans les jours qui suivirent toutes les communautés juives du monde, de l'Argentine aux ex-républiques soviétiques du Caucase, est là pour l'attester, tout comme le lynchage sanguinaire de deux réservistes israéliens à Ramallah. Il faut dire que la haine des Juifs fut soigneusement entretenue dans le monde arabe où les télévisions remontèrent ces images sous forme de clip de propagande dans lequel elles incrustèrent l'image d'un soldat israélien tirant dans la direction de l'enfant. L'Autorité palestinienne affirmait alors sur le site officiel de l'université de Gaza que « le meurtre du petit Mohamed Al-Durah a été commis intentionnellement et de sang-froid ». La décision inaccoutumée de *France 2* d'offrir gratuitement les images de l'agonie à tous les médias de la planète, sous prétexte de ne pas vouloir « gagner de l'argent sur la mort d'un enfant », accentuait, par le contraste du don et du désintéressement, de l'humanisme en un mot, l'inhumanité abyssale d'Israël. Elle avait le mérite collatéral de protéger la vertu d'une télévision mettant en scène une mort en direct, en en privilégiant les moments les plus spectaculaires : sur les 27 minutes filmées (selon le cameraman), seules 55 secondes furent retenues et donc montées pour provoquer choc et scandale.

C'est cet objectif de la déshumanisation d'Israël qu'escomptaient les stratèges palestiniens. Le 7 février 2001, le ministre

1. Cf. annexe en fin de chapitre.

palestinien des Communications, Imad Al Falouji, a fait au camp de réfugiés de Aïn Héloué (Sud-Liban) une déclaration, reproduite par l'agence *Associated Press* (2 mars 2001), selon laquelle il ne faudrait pas croire que la visite de Sharon près des Mosquées est l'événement qui a déclenché l'intifada. *Le Nouvel Observateur* (3 mars 2001) rapporte également une parole probante d'un conseiller militaire d'Arafat, Mamdoh Nofal, qui affirme : « J'ai constaté que les gamins de l'intifada avaient obtenu davantage avec leurs mains nues que nous avec nos kalachnikovs. C'est pourquoi, quelques jours avant la visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées, lorsque Yasser Arafat nous a demandé d'être prêts à nous battre, j'ai plaidé pour des manifestations populaires massives et contre l'usage des armes. [...] Arafat était convaincu qu'au bout de deux ou trois jours le déséquilibre des forces serait si intolérable que les Américains, les Européens et les Arabes conseilleraient à Barak de reprendre les négociations. » Ces paroles capitales sont passées scandaleusement inaperçues. Yasser Arafat avait programmé l'intifada, dès la fin du sommet de l'échec à Camp David en juillet 2000, et nul, en Occident, n'a jamais voulu le reconnaître...

La stratégie globale du camp palestinien, très finement orchestrée, vise à compenser la faiblesse des armes par la manipulation psychologique et symbolique du concept d'humanité. Sa finalité est d'exclure Israël de la qualité d'humanité afin de le mettre au ban des peuples, après avoir dynamité les esprits et jusqu'à la conscience juive à laquelle on renvoie cette image odieuse d'elle-même. Une telle stratégie se déploie sur plusieurs plans à la fois.

On a parlé de l'enfant, il faut aussi parler du spectacle de la souffrance et de la mort que l'Autorité palestinienne – qui exerce une censure totalitaire sur la presse étrangère – expose complaisamment aux caméras, qui les reproduisent aussi complaisamment sur les chaînes mondiales. On ne compte plus les scènes où sont exposés des cadavres sanguinolents, des mères qui se lamentent, des enterrements devenus de véritables cérémonies politiques. La presse occidentale a même inventé un rite unique au monde : celui du décompte journalier des victimes palesti-

niennes, dont l'effet lancinant et obsessionnel est assuré. Aucun autre conflit du monde ne jouit actuellement d'un tel privilège. Bizarrement, nul ne s'étonne de ne jamais voir les morts et blessés israéliens ni les corps déchiquetés des Juifs par les kamikazes angéliques... Peut-être les Israéliens ne les montrent-ils pas parce qu'ils gardent une réserve pudique sur la personne humaine et qu'ils n'en font pas des armes ? Ainsi accrédite-t-on l'inhumanité d'Israël que tous ces reportages télévisuels – en tout cas en France – ne font que souligner avec force. Et condamner.

Les Palestiniens n'hésitent pas, pour ce faire, à puiser dans un arsenal éminemment explosif. L'image du Juif tueur d'enfants a en effet des antécédents archaïques dans l'imaginaire de l'Occident chrétien et dans l'imaginaire contemporain de l'Islam. Au Moyen Âge, on accusait les Juifs de tuer un enfant chrétien pour pétrir avec son sang la pâte des pains azymes de la fête de Pâque. La rumeur qui propageait ce mensonge aboutissait en général à des pogroms sanglants. À notre époque, le général syrien Mustapha Tlass a publié en arabe, en 1985, un livre réitérant ce mythe, *Le Pain azyme de Sion*, aujourd'hui courant dans l'antisémitisme arabo-musulman. On pourrait démontrer par l'absurde combien ce mythe, encore très prégnant, s'adresse très spécifiquement aux Juifs : aucun scandale n'a en effet soulevé la conscience mondiale confrontée au phénomène des enfants-soldats d'Afrique, au meurtre prémédité d'un nourrisson par un *sniper* arabe de Hébron, à l'assassinat des adolescents du Delphinarium de Tel-Aviv, au massacre monstrueux de deux jeunes adolescents à Tekoa en mai 2001, comme cela fut le cas pour le petit Mohamed. Faut-il rappeler l'assassinat par des terroristes palestiniens du FDLP (transformés en « combattants » sous la plume journalistique) de trente enfants à Maalot en 1974, et combien d'autres meurtres, devenus aujourd'hui très politiquement corrects ? Le philosophe Paul Ricœur écrit en 2001 dans le journal *Réforme* (11-17 octobre, n° 29-48) que, la cause palestinienne étant « une juste cause », « la violence de l'intifada n'est pas dans son origine et dans son déroulement de même nature que les attentats suicidaires des kamikazes qui paraissent s'être super-

posés à la révolte et l'avoir contaminée à la faveur d'opérations israéliennes dont plusieurs relèvent du terrorisme d'État ».

Que cherche-t-on à viser dans les Juifs en les excluant de l'humanité ? Pourquoi cela « prend-il » mieux avec eux plutôt qu'avec les Arabes par exemple ? L'extraordinaire marée de discours blanchissant l'islam après les attentats du 11 septembre 2001 vient démontrer que cette accusation d'inhumanité concerne tout spécialement les Juifs. Quoique des musulmans aient commis ces crimes au nom de leur religion, l'islam tout comme le monde arabo-musulman ont été innocentés. Cette accusation touche un trait fondamental de l'être juif, son « point faible » sur le plan de la volonté de puissance. Tout le monde connaît l'attention excessive pour l'enfant qui caractérise la conscience juive, à travers la proverbiale « mère juive ». L'assassinat par les nazis d'un million d'enfants juifs est encore très présent dans la mémoire. Jamais des parents juifs n'auraient envoyé des enfants combattre des soldats. En tirant une rente de la mort de leurs enfants, les Palestiniens savaient qu'ils touchaient le point le plus « faible » de la conscience juive et sans doute un point sensible de leur image dans l'opinion publique occidentale. L'image de l'enfant martyr retournait machiavéliquement le rapport des forces sur le terrain. La puissance militaire d'Israël devenait le signe de sa faiblesse morale quand elle s'opposait aux enfants, alors qu'elle est le gage de son existence dans une mer de populations hostiles. L'image de l'enfant drainait ainsi une émotion considérable, puisée dans les fantasmes de l'antisémitisme et la mémoire de la Shoa. Elle captait avec machiavélisme ses symboles les plus puissants. La journaliste Catherine Nay déclara ainsi sur *Europe n° 1* que l'image du petit Mohamed annulait la célèbre image du petit enfant juif à l'étoile levant les mains dans le ghetto de Varsovie assiégé.

La guerre des Palestiniens contre l'État d'Israël est par ce biais devenue une guerre contre le peuple juif où qu'il soit, et tout spécialement dans les États occidentaux où la sacralisation de la Shoa a joué un rôle capital dans le renouvellement de l'éthique de la démocratie des cinquante dernières années. Une multitude

d'incidents antisémites dont les communautés juives ont été victimes depuis la deuxième intifada est là pour l'illustrer.

Cette stratégie palestinienne ne s'est pas contentée de miner le statut et la conscience d'Israël dans l'essence de l'humanité, elle a eu aussi pour objectif de l'exclure de ses rangs et de ses institutions, dans ses aires arabo-musulmane et mondiale. Dans son aire naturelle, la *umma* islamique, elle n'a pas hésité à réveiller le spectre de la guerre sainte, en faisant des mosquées qui se trouvent sur le mont du Temple (*Har Habayit*) l'étendard de sa révolte et de son rejet des propositions Barak de partage de Jérusalem. C'est là l'arme suprême en Islam, le recours absolu que les dictateurs et les aventuriers utilisent pour se pourvoir d'une autorité sans contestation. La visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées ne fut qu'un prétexte habile. Elle n'était nullement une profanation. Sharon n'est pas entré dans les mosquées, qui sont de toute façon interdites aux non-musulmans. En règle générale, les Juifs religieux s'interdisent de fouler ces lieux où se tinrent les deux Temples qu'a connus le judaïsme, de peur de fouler aux pieds l'endroit, mal délimité aujourd'hui, du Saint des Saints. Ils se contentent de s'assembler en contrebas de la colline, devant le seul mur qui reste du Second Temple, le mur occidental, appelé par les non-Juifs « le mur des lamentations », car ici venaient se lamenter les Juifs de la destruction du Temple et du retrait de la Présence divine. C'est uniquement depuis l'entrée d'Israël à Jérusalem que les lieux saints ont été ouverts librement aux croyants, car auparavant, sous l'occupation jordanienne, les Juifs en étaient exclus. Cela n'avait dérangé aucune des « grandes consciences morales » du monde. Les mosquées avaient été confiées par l'État d'Israël après la guerre des Six-Jours aux soins des musulmans à travers l'institution des Waqf. Depuis le processus d'Oslo, la nomination du mufti a été laissée à l'Autorité palestinienne, qui a nommé un fauteur de troubles et de haine. Le conflit israélo-arabe a ainsi pris une nouvelle dimension, celle de la religion, présente depuis les origines mais jusqu'alors refoulée et travestie.

Les Palestiniens ne se sont pas cependant contentés de démoniser Israël dans leur propre monde. Ils l'ont fait dans les arènes

mêmes de la vie internationale. L'explosion de la guerre des enfants et des kamikazes, avec le cycle de représailles et de contre-représailles larvées qu'elle entraîne, a pour but de construire le conflit sous la forme d'un conflit ethnique à la Kosovo – dans lequel l'islam fut aussi au cœur de la guerre, ne l'oublions pas – et d'entraîner les grandes puissances à intervenir et donc à internationaliser le conflit pour concentrer contre Israël une force de pression irrésistible. En mettant de façon préméditée en scène l'humanité agressée, la libanisation du conflit – c'est-à-dire en court-circuitant sa dimension *politique* et en ravalant l'État démocratique d'Israël au rang d'une bande terroriste (cf. le « terrorisme d'État » qu'invoque Paul Ricœur) ou d'un pouvoir tribal –, les Palestiniens n'aspiraient qu'à une chose : l'intervention « humanitaire » des puissances pour mettre au pas Israël et lui imposer une solution. L'accusation portée contre Sharon devant le tribunal « international » de Bruxelles s'inscrit dans le projet d'en faire un nouveau Milosevic en butte à l'hostilité mondiale et de faire d'Israël une nouvelle Serbie, de la Cisjordanie, un nouveau Kosovo.

La manipulation des symboles de l'humanité vise ainsi à accuser Israël de crimes contre l'humanité. C'est le message que les militants de la Palestine ont propagé quelque temps après que l'exploitation de l'image de l'enfant souffrant eut diminué en importance : Israël pratique l'*apartheid*, comme l'ancienne Afrique du Sud, et, comme elle, il doit être mis au ban de l'humanité. Tel était l'objectif assigné par le bloc arabo-musulman à la conférence de Durban d'août 2001. Réunie pour traiter du racisme et de l'esclavage, elle s'est transformée en une tribune mondiale d'où la haine arabo-musulmane pour Israël et les Juifs s'est déversée au point que les milieux européens traditionnellement pro-palestiniens en ont été ébranlés. La chose fut particulièrement lourde de significations, car cette conférence était censée réunir les peuples, à travers les organisations non gouvernementales (ONG), et non les États. C'est donc dans l'arène de la société civile de l'humanité qu'Israël s'est vu banni, dans une atmosphère de manifestations violentes menées par les populations locales, chauffées à blanc par les accusations d'*apartheid*...

La dépolitisation d'Israël : le colon coupable

Dans cette entreprise systématique de délégitimation d'Israël, les Palestiniens ont entrepris de faire priver Israël non seulement de ses droits d'humanité, mais aussi de ses droits de citoyenneté, de le faire exclure, en quelque sorte, des « droits de l'homme et du citoyen ». Cette entreprise ne peut se comprendre qu'au croisement des regards occidentaux et arabes. C'est le prisme idéologico-médiatique du « colon » qui les synthétise, charriant toutes les représentations devenues classiques du colonialisme et de la culpabilité occidentale autant que le ressentiment arabe contre le colonisateur. Cette figure ne date pas d'aujourd'hui. Au plus fort de la vague tiers-mondiste dans les années 1970, Israël avait déjà été accusé d'être le produit du colonialisme, son ultime vestige dans le tiers monde colonisé. Depuis la guerre des Six-Jours – pourtant déclenchée unilatéralement par plusieurs pays arabes –, cette accusation se doubla d'un semblant de réalité : dans les territoires occupés du fait de cette guerre se développèrent des points de peuplement, appelés en hébreu « implantations », qui devinrent en langage journalistique des « colonies » (la terminologie est ici décisive). Quand l'opinion publique occidentale parle aujourd'hui de « colonies », ce sont ces implantations qu'elle incrimine...

Un processus de délégitimation d'Israël, à double détente, est à l'œuvre dans cette invocation de la figure du colon : elle contribue implicitement à naturaliser les droits des Palestiniens sur toute la Terre d'Israël en ruinant dans un second temps le droit moral d'Israël d'y ériger un État. Lorsque l'on parle de « colonies », d'ordinaire, c'est toujours en effet pour désigner l'installation d'une population sur une terre qui lui est étrangère et parmi des populations auxquelles elle s'impose par la force. Au colon étranger s'oppose l'habitant légitime, l'autochtone.